

Bulletin d'histoire politique

La Saint-Jean-Baptiste

Francine Serdongs



Volume 7, Number 1, Fall 1998

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1060314ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1060314ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Serdongs, F. (1998). La Saint-Jean-Baptiste. *Bulletin d'histoire politique*, 7(1), 211–213. <https://doi.org/10.7202/1060314ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1998

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

La Saint-Jean-Baptiste



Francine Serdongs
UQAM

Nous voilà au 24 juin 1998, et je n'ai pas le cœur à la fête.

Fêter quoi? Fêter qui, au juste? Je me sens piégée.

Vous penserez peut-être que c'est à cause de mes origines ethniques autres, révélées par mon patronyme? Eh bien non! Si nous portions aussi un matronyme, le mien serait CHRISTIN (dit Saint-Amour), nom bien «canadien-français», bien que pas très courant.

Ce n'est qu'en 1975 (à 32 ans) que j'ai trouvé mon identité collective spécifique, culturelle, nationale; et c'est en allant faire un voyage au pays de ma famille paternelle afin de vérifier si je n'étais pas plutôt Européenne, Belge ou Allemande, que j'ai découvert viscéralement que j'étais une vraie «Québécoise» (Ah! les voyages!). Déjà le mot «Canadien français» était en voie de disparition.

Or, ce matin, on nous annonce à la radio que c'est en 1977 que René Lévesque a décrété le 24 juin, fête nationale de tous les Québécois, quelles que soient leurs origines, et non pas que des Canadiens français. Et le déclic s'est fait; je pense comprendre les sources de mon grand malaise: on s'est fait voler notre fête nationale, la fête de notre culture commune en tant que peuple, impliquant une langue, une histoire et des valeurs qui ont présidé à nos choix collectifs; mais, par ailleurs, n'impliquant pas (encore) un pays. Sans compter que c'est à partir de cette époque que les cours d'histoire nationale obligatoires ont disparu de l'enseignement pré-collégial.

Non seulement on a bloqué la mémoire collective pour ma fille (et nos enfants), mais je me suis fait voler ma fête nationale, celle des Canadiens français (nous serions le seul peuple à ne pas avoir de fête nationale! Les Flamands, par exemple, ont leur fête le 11 juillet, et les Belges, le 21 juillet). De plus, la nouvelle fête semble nous faire accroire que nous avons déjà un pays, composé, comme le Canada-Anglais, d'une foule d'ethnies différentes, bien intégrées au Québec. Faux, faux et archifaux! Dans mon quartier, le repas de fête aujourd'hui est annoncé comme un repas «multi-ethnique»! Où et quand vais-je manger un repas «canadien-français»? Sommes-nous voués à ne nous fêter qu'à la cabane à sucre?!

Cette situation me fait penser au mécanisme d'«identification à l'opresseur»: Trudeau avait trouvé le multiculturalisme pour faire disparaître le biculturalisme, et le Parti québécois semble avoir fait la même chose, c'est-à-dire, faire disparaître l'identité canadienne-française en faisant disparaître leur fête nationale, et le tout, avec la bénédiction de la Société Saint-Jean-Baptiste. Y comprenez-vous quelque chose?!

On peut aussi comprendre ce phénomène comme étant du «wishfull thinking». Le Parti québécois aurait pris ses rêves pour la réalité: nous voulons un pays pour notre peuple, mais nous ne l'avons pas encore!. Pourtant, on sait bien que cette stratégie ne marche jamais: on en a eu des preuves criantes depuis 1980. Enfin, comme dernière hypothèse, il s'agirait d'une stratégie manipulatoire pour «embarquer» les immigrants *de facto* de «notre bord»: cela non plus n'a pas marché.

Un autre discours, en date de ce soir même, me fait réagir: «la Saint-Jean est une journée de trêve pour les partisans du Oui et ceux du Non, une journée de fraternité». Cela me fait penser au Jour de Noël en Belgique durant la Première Guerre mondiale: les soldats, dont mon père, de part et d'autre des tranchées, se rejoignaient pour se souhaiter «Joyeux Noël» en se serrant la main; et le lendemain, recommençaient à se tirer dessus! Je ne veux pas être en guerre; mais nous sommes d'une culture qui ne veut pas mourir. Nous devons affirmer haut et fort notre spécificité dont nous pouvons être fiers, et notre désir de décider de notre destin. Canalisons nos énergies à promouvoir notre culture, laquelle «évolue» comme toutes les cultures qui se développent, et ce à partir des contacts avec les autres et de son histoire; délaissions la guerre et continuons le débat (et non le combat), car la vraie question est: quelle est la meilleure façon d'assurer la sécurité nécessaire à l'épanouissement de notre peuple et de notre culture? Prenons garde de confondre moyen et fin.

J'ai besoin de cultiver mes racines, mes racines canadiennes-françaises. Au fait, comment «intégrer» les immigrants à une culture qui ne se reconnaît pas? J'ai besoin qu'elle soit vigoureuse afin de supporter et nourrir le pays qui reste à faire. D'abord, en cultivant notre histoire, en soignant la langue de chez nous, en retrouvant les origines de nos us et coutumes. Quoi de mieux pour se les rappeler une fois par année que de nous faire une FÊTE! Une fête à nous! Une fête des Canadiens français.

Oui, il existe une culture canadienne-française dont nous pouvons être fiers (à ne pas confondre avec «les industries de la culture»). Le respect des autres, nous l'aurons quand nous nous respecterons nous-mêmes. Respectons vite nos frontières identitaires (lesquelles ne sont pas figées pour autant), sinon nous participerons à la fin de l'humanité dont une caractéristique principale est la diversité (à l'instar de la nature dont nous faisons partie), et

freinons la montée, déjà trop avancée, de l'humain avalé par la civilisation mondiale unique, une marchandise au service du Capital, comme en témoigne le melting pot américain.

Nous avons besoin de retrouver notre fête culturelle nationale des Canadiens français; le 24 juin NOUS appartient. Et quand nous aurons un pays, nous ferons la fête avec TOUS les habitants du pays, quelles que soient leurs origines ethniques, et là, ce sera la fête du Québec. Et nous choisirons une autre date.

La réalité, c'est que pour le moment, nous n'avons ni l'un, ni l'autre: ni fête culturelle, ni pays.

Qu'en pensez-vous? Suis-je seule sur mon île?

Et que penser de cette analyse de Fernand Dumont dans *Raisons communes* (1995, p. 63-64)?

Veut-on, ainsi que beaucoup le laissent entendre, créer un État-nation? En tout cas, on parle couramment de nation québécoise. Ce qui est une erreur, sinon une mystification. Si nos concitoyens Anglais du Québec ne se sentent pas appartenir à cette nation, si beaucoup d'allophones y répugnent, si les Autochtones s'y refusent, puis-je les y englober par la magie du vocabulaire? L'histoire a façonné une nation française en Amérique: par quelle décision subite pense-t-on la changer en une nation québécoise? Définir la nation par les frontières territoriales, c'est affirmer que l'État s'identifie à elle; construction toute verbale et parfaitement artificielle de tacticiens politiques.